

7 juillet 2023 : Lancement de la Web TV CODE JUSTICE

Vendredi 7 juillet à 12h, sera lancée officiellement CODE JUSTICE, la nouvelle WebTV de décodage de l'information juridique, soutenue par la Chambre nationale des commissaires de justice et la Banque des Territoires.



CODE JUSTICE : Décrypter l'information juridique pour tous :

La Web TV Code Justice traitera des problématiques en lien avec les domaines d'activité des **commissaires de justice** et de ses interventions en tant que juriste de proximité, mais ambitionne aussi plus largement de fournir des repères et des pistes de réflexion, sous un angle principalement juridique, sur des sujets qui influencent le quotidien des Français

Un lancement à l'occasion du premier anniversaire de la profession de commissaire de justice :

Publication légale Depuis le 1er janvier 2021 du rapprochament de GODE JUSTICE coïncide avec le premier anniversaire de la nouvelle profession de complisse de la la la completation de complisse de la certaine mouvement des huissiers de justice et des la publicité de certaine mouvements la profession spéciale accueillera Benoît Santoire, président de la des commissaires de justice, qui évoquera le déploiement des round la preuve et la protection des intérêts des particuliers, des entreprises et des collectivités.

Dans un premier temps, CODE JUSTICE proposera des programmes thématiques ainsi qu'une émission mensuelle. La première émission, animée par Corentine Feltz, abordera des sujets tels que l'intelligence artificielle et les professions du droit, la lutte contre les dommages environnementaux de proximité, ainsi que la prévention des risques en matière de locations saisonnières.

Des professionnels du droit et des experts invités sur le plateau de CODE JUSTICE

Pour garantir la qualité et la pertinence des contenus, CODE JUSTICE accueillera sur son plateau des praticiens du droit, des experts et des universitaires. Ils partageront leurs connaissances et leurs expériences pour offrir des éclairages précieux sur les enjeux juridiques d'aujourd'hui.

- ? Vendredi 7 juillet à 12h
- ? Rendez-vous sur le site www.codejustice.tv pour découvrir cette nouvelle WebTV inédite.

Communiqué paru dans Le Figaro daté du 6 juillet 2023 :

Publication légale Depuis le 1er janvier 2021, la Chambre nationale des commissaires de justice (CNCJ) doit assurer la publicité de certains mouvements impactant les offices qui ne font plus l'objet d'un arrêté du garde des Sceaux (art. 7-1 D. 2018-872 du 9 octobre 2018)



Commissaire de justice : Une nouvelle profession pour prouver et protéger

Née il y a un an, le 1er juillet 2022, du rapprochement des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires, la nouvelle profession de commissaire de justice déploie ses nombreux métiers et son expertise de juriste de proximité au service de la matérialisation de la preuve et de la protection des intérêts des particuliers, des professionnels, des entreprises ou des collectivités.



Benoît Santoire, président de la Chambre nationale des commissaires de justice

de la justice sur le terrain, le commissaire de justice propose un réel accompagnement de proximité à tous les justiciables, particuliers, professionnels, entreprises, collectivités. Réunissant 3 329 huissiers de justice et 425 com-missaires-priseurs judiciaires, la

remier relai de l'Etat et nouvelle profession de commis-de la justice sur le ter-saire de justice offre un maillage du territoire sans précédent. Profession réglementée, auxiliaires de justice, nommés par le Garde des Sceaux, les commissaires de justice ont en charge la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'exécution des décisions de justice.

Juriate de proximité protecteur

Juristes de proximité, les commissaires de justice peuvent rédiger des actes sous seing privé, exercer des missions de conseil juridique. Ils peuvent également protéger efficacement les intérêts des ayants droits en procédant à des inventaires précis, à l'accomplisse-

ment des mesures conservatoires. dans le cadre d'une succession ou à l'organisation de ventes aux enchères et prisées judiciaires. Protecteurs des propriétaires ou des trésoreries des entreprises parfois menacés par les impayés, ils peuvent procéder également au recouvrement amiable, encadrer une médiation judiciaire et conventionnelle mais aussi, en dernier recours, après décision de justice, effectuer des actions de recouvrement judiciaire. Il peut être également chargé de l'administration d'immeubles.

Cette dernière activité d'administration de biens immobiliers. parfois moins connue, est pourtant devenue particulièrement utile pour les clients publics ou privés car la gestion locative de biens immobiliers s'est considérablement complexifiée au fil des années et se doit, aujourd'hui, d'être assurée par un spécialiste des rapports locatifs et du droit de l'immobilier. Le commissaire de justice peut ainsi gérer un immeuble (rédiger les baux, percevoir les loyers...) et être syndic d'un immeuble en copropriété en appliquant le règlement de copropriété, en assurant la gestion financière et administrative ainsi que l'entretien de la copropriété.

Mode de preuve le plus sûr face

Le commissaire de justice est done une profession du droit dont l'expertise est très étendue et qui excelle également dans la matérialisation de la preuve. Contrairialisation de la preuve. Contra-rement aux offres trompeuses de certaines plateformes, le constat par commissaire de justice béné-ficie d'une force probante singu-lière : il "fait foi jusqu'à preuve du contraire". Il est le mode de preuve le de la constance de la richanaux carle plus sûr devant les tribunaux car provenant d'un officier public et ministériel, neutre et impartial. Une preuve efficace et utile car le constat est chiffré et argumenté et permet au juge de mieux mesurer et quantifier le préjudice.

Autorité juridique et solutions

Recourir aux services d'un com missaire de justice, c'est s'allier à un expert qui va tenter de rechervant tout des solutions sur le terrain mais c'est aussi disposer d'une autorité juridique déléguée qui, si les circonstances l'imposent. pourra être armée de la force dissuasive de l'exécution de la décision de justice. Pour trouver un commissaire de justice, il suffit d'effectuer une recherche sur l'annuaire en ligne du site commissaire-justice.fr. m

Nouveaux constats à force probante



d'un arrêté du garde des Sceaux (art. 7-11 Donntat de

2018-872 d'ang camp d'inter 201 sigiat, constat de contrefaçon, caméras adaptées. Le commisconstat de concurrence déloyale, saire de justice propose aussi,
rarchie de la preuve avec de nouveaux constats à force probante. voisinage, constat de nuisances constats de conformité locative
Constat d'affichage du permis de olfactives, constat d'apaisement ou des constats de dommages construire, constat avant travaux, sonore sont autant de types de environnementaux. Pour plus constat de malfaçons, constat de constats qui peuvent être réalisés d'information: legalpreuve.fret livraisons non conformes, constat par les commissaires de justice sur commissaire-justice.fr.

l'ensemble du territoire national. Le commissaire de justice peut également dresser des constats sur tous types de sup-ports numériques tels que le nstat sur internet, le constat de sms ou réseaux sociaux. Il dispose également de différents moyens techniques de plus en plus innovants et peut ainsi, depuis la naissance de la nouvelle profession, effectuer des constats par drones ou des constats immersif à 360 degrés s'appuyant sur un dispositif de

Nouvelle WebTV

saire de la nouvelle profession des programmes courts thémasera lancée demain. WebTV de émission diffusée: l'intelligence décodage de l'information juri-

À l'occasion du premier anniver- La nouvelle WebTV diffusera ne tiques et une émission mensuelle. nouvelle WebTV, CODE JUSTICE, Au sommaire de la première artificielle et les professions du



des domaines d'activité de la jus- en matière de location saisonsaires de justice et par la Banque des Territoires.

tice et des professions du droit, nière et la lutte contre les dom-CODE JUSTICE est soutenue par la Chambre nationale des commis-proximité. À découvrir sur codejustice.tv à compter du 7 juillet.



Publication légale Depuis le 1er janvier 2021, la Chambre nationale des commissaires de justice (CNCJ) doit assurer la publicité de certains mouvements impactant les offices qui ne font plus l'objet d'un arrêté du garde des Sceaux (art. 7-1 D. 2018-872 du 9 octobre 2018)